

AUDREY BACHERT-PERETTI

Maître de conférences en droit public

Adresse professionnelle : Université d'Aix-Marseille, Faculté de droit et de science politique, 3 Avenue Robert Schuman, Bâtiment René Cassin, Bureau n° 3.14 13100 Aix-en-Provence

Tel : 06.24.80.34.93

Mail : audrey.bachert@gmail.com ; audrey.bachert.1@univ-amu.fr



DOMAINES DE RECHERCHE

Droit constitutionnel, droit comparé, droit américain, contentieux constitutionnel, droit du numérique, droit des libertés

LANGUES

Anglais : lu, parlé et écrit couramment

Allemand : expression basique

SITUATION STATUTAIRE

	Maître de conférences en droit public
2023-...	Université d'Aix-Marseille, Faculté de droit et de science politique Institut Louis Favoreu - GERJC (UMR DICE 7318)
2020-2023	Université de Lorraine, Faculté de droit, économie et administration de Metz IRENEE
	Chargée d'enseignement et de recherche
2018-2020	Aix-Marseille Université, Institut Louis Favoreu - GERJC (UMR DICE 7318)
	Attachée temporaire d'enseignement et de recherche
2017-2018	Institut d'Études Politiques d'Aix-en-Provence, Institut Louis Favoreu - GERJC (UMR DICE 7318)
2016-2017	Aix-Marseille Université, Institut Louis Favoreu - GERJC (UMR DICE 7318)
	Doctorante contractuelle
2012-2015	Aix-Marseille Université, Institut Louis Favoreu - GERJC, (UMR DICE 7318)

TITRES UNIVERSITAIRES ET DIPLÔMES

2017	Doctorat de droit public , Aix-Marseille Université <i>L'équilibre des pouvoirs législatif et juridictionnel à l'épreuve des systèmes de protection des droits et libertés – Étude comparée : États-Unis, Canada, Royaume-Uni</i> sous la direction de Monsieur Guy SCOFFONI. Membres du jury : Monsieur Aurélien ANTOINE, Professeur à l'Université Jean Monnet de Saint-Étienne (rapporteur), Madame Marthe FATIN-ROUGE STÉFANINI, Directrice de Recherches au CNRS, Aix-Marseille Université, Monsieur Jeffrey JOWELL, Professeur émérite de l'University College London, Madame Wanda MASTOR, Professeur à l'Université Toulouse 1
-------------	--

– Capitole (rapporteur), Monsieur Xavier PHILIPPE, Professeur à Aix-Marseille Université (Président). Proposition à l’unanimité pour un prix de thèse et une publication en l’état. Prix de l’Association France-Amériques (2019).

- 2012** **Master 2 Recherche *Droit public approfondi***
Aix-Marseille Université, Parcours « Droits fondamentaux »
Mention Très Bien, major de promotion
- 2011** **Diplôme de l’Institut d’Études Politiques de Lyon**
Parcours « Affaires et Carrières Publiques » – Mention Assez Bien
Troisième année – Année Erasmus : University of Reading (Royaume-Uni)
Diplôme universitaire d’études européennes – Mention Assez Bien
- 2006** **Baccalauréat Scientifique, Section Européenne Anglais**
Mention Très Bien

RESPONSABILITÉS PÉDAGOGIQUES

- Responsable pédagogique de la Licence 2 droit, Faculté de droit, économie et administration de Metz, Université de Lorraine (2021-2023).
- Participation à des comités de sélection (recrutement MCF) : Université d’Avignon (Faculté de droit, économie et gestion), 2022 ; Université de Lorraine (Faculté de droit, économie et administration de Metz), 2022 ; Université de Lille, 2024 ; Université de La Réunion, 2024.
- Encadrement de rapports de recherche et de mémoires de M2.

RESPONSABILITÉS ÉDITORIALES, EXPERTISES ET VIE ASSOCIATIVE

- Membre du comité scientifique de la revue *Cepalo Journal*.
- Membre du comité scientifique de la revue *Les Cahiers Portalis. Revue française d’études et de débats juridiques* (2020-2023).
- Membre du comité de rédaction de la revue *Les Cahiers Portalis. Revue française d’études et de débats juridiques*.
- Membre du comité scientifique des Journées de la jeune recherche en droit constitutionnel (2022/2023 ; 2023/2024).
- Membre du comité scientifique du *Forum International sur la Constitution et les Institutions politiques*.
- Membre du Conseil d’administration et du Conseil scientifique de l’Association française de droit constitutionnel (AFDC).
- Membre du Conseil d’administration de la Société de législation comparée (SLC).
- Expert extérieur pour l’ANR – Appel à projet générique 2024.

MISSIONS ET EXPERTISES À L’ÉTRANGER

- Séminaires de recherche *Privacy et Souveraineté numérique* à l’Université de Keio, Japon : « Les outils numériques et la gestion de la crise sanitaire » (3 mars 2022) ; « Libre circulation des données et *Privacy* » (9 mars 2022).
- Séjour au *Bingham Centre for the Rule of Law, British Institute of International and Comparative Law*, Londres, Royaume-Uni (février - avril 2014) et réalisation d’un rapport pour Sir Jeffrey Jowell, directeur du centre, sur les principaux impacts de l’introduction de la QPC (évolution du contentieux et rapports entre les différentes juridictions).

I. Cours magistraux

Droit constitutionnel :

- *Théorie générale de l'État* : Université de Lorraine, FDEA de Metz, Licence 1 AES, 21h (2020-2023) ; Aix-Marseille Université, FDSP d'Aix-Marseille, Licence 1 Droit, 30 h (2023-2024)
- *Droit constitutionnel institutionnel et normatif* : Aix-Marseille Université, FDSP d'Aix-Marseille, Double Licence 1 Droit/Éco, 39h (2023-2024)
- *Ordre constitutionnel et production normative* : Aix-Marseille Université, FDSP d'Aix-Marseille, Licence 2 Droit EAD, 24h (2023-2024)
- *Contentieux constitutionnel* : Aix-Marseille Université, FDSP d'Aix-Marseille, Licence 3 Droit, 32h (2019-2020) ; Université de Lorraine, FDEA de Metz, Licence 2 Droit, 32h (2021-2023)
- *La V^e République* : Université de Lorraine, FDEA de Metz, Licence 1 AES, 21h (2020-2021)

Droit des libertés :

- *Libertés fondamentales* : IEP d'Aix-en-Provence, 4^e année, parcours Carrières publiques, 20h (2023-2024)
- *Libertés publiques* : Université de Lorraine, FDEA de Metz, Licence 2 AES, 15h (2020-2023)
- *Grands enjeux politiques du monde contemporain* : Université de Lorraine, FDEA de Metz, Licence 2 AES, 18h (2021-2023)
- *L'État de droit* : Aix-Marseille Université, FDSP d'Aix-Marseille, Double Licence 1 Droit/Éco, 39h (2023-2024)
- *Human Rights and Global Crises* : IEP d'Aix-en-Provence, 4^e année, 20h (2020-2024)
- *The Protection of Human Rights in Common Law Systems* : IEP d'Aix-en-Provence, 2^e année, 20h (2017-2018)

Autres matières :

- *Introduction au droit et au vocabulaire juridique* : Aix-Marseille Université, FDSP d'Aix-Marseille, Licence 1 Droit, 24h (2023-2024)
- *Organisation administrative* : Aix-Marseille Université, FDSP d'Aix-Marseille, Licence 1 Droit, 24h (2023-2024)
- *Théorie politique* : Université de Lorraine, FDEA de Metz, Licence 2 Droit, 32h (2021-2022)
- *Droit matériel de l'Union européenne* : Université de Lorraine, FDEA de Metz, Licence 3 AES, 20h (2020-2021)

II. Séminaires

Droit et numérique :

- *Administration et numérique* : Université de Lorraine, FDEA de Metz, Master 2 « Droit des collectivités territoriales et des coopérations transfrontalières », formation initiale, 20h et formation continue, 20h (2020-2024)
- *Liberté, propriété et vie privée dans l'économie numérique* : Aix-Marseille Université, FDSP d'Aix-en-Provence, Master 2 « Pratique des droits fondamentaux », 6h (2021-2024)
- *Les outils numériques des pouvoirs publics et la lutte contre la covid-19* : Université d'Avignon, FDEG, Master 2 « Droit du numérique », 6h (2021-2024)

Droit comparé :

- *La troisième voie du constitutionnalisme* : Université Jean Moulin Lyon 3, Séminaire de philosophie du droit « DroitPhil », 3h (2019-2020)

- *Le droit anglais et la protection des libertés – défis contemporains* : Aix-Marseille Université, FDSP d'Aix-Marseille, Diplôme universitaire « Études juridiques comparatives », 5h (2018-2019)
- *Les juges britanniques et canadiens, des garants des droits et libertés* : École nationale de la magistrature, Formation continue des magistrats, 3h (2020-2021)
- *Comparative Human Rights and Judicial Review* : Université de Lampung, Faculté de droit, Indonésie, Licence 1 Droit, 5h (2020-2021)
- *New Issues in Constitutional Law – State of Emergency and Illiberal Democracies* : Université de Lampung, Faculté de droit, Indonésie, Licence 1 Droit, 3h (2021-2022)
- *Comparative European Legal Systems* : Aix-Marseille Université, FDSP d'Aix-Marseille, DESU droit européen des affaires, 15h (2023-2024)
- *Droits fondamentaux comparés* : Aix-Marseille Université, FDSP d'Aix-en-Provence, Master 2 « Pratique des droits fondamentaux » et « Droit public approfondi », 5h (2023-2024)
- *European Litigation* : Aix-Marseille Université, FDSP d'Aix-Marseille, DESU droit européen des affaires, 15h (2023-2024)
- *Fédéralisme et Parlements aux États-Unis* : Aix-Marseille Université, FDSP d'Aix-Marseille, Master 1 « Études Parlementaires, études législatives », 8h (2021-2024)
- *An Introduction to Criminal Liability of Persons holding Political Positions*, Aix-Marseille Université, FDSP d'Aix-Marseille, Summer School « Law on Criminal Division for Persons holding Political Positions », 8h – 2018-2019)

III. Conférences de méthode et travaux dirigés

- *Méthodologie (droit public)* : Université de Lorraine, FDEA de Metz, Licence 1 droit (2021-2023)
- *Droit Public* : IEP d'Aix-en-Provence, Centre de Préparation à l'Administration Générale, sous la direction d'André et Roux et de Franck Biglione (2017-2018)
- *Droit constitutionnel* : Aix-Marseille Université, Licence 1 droit, sous la direction de Roland Debbasch (2016-2017 ; 2019-2020), Richard Ghevontian (2012-2013, 2016-2019), Jean-François Kerléo (2019-2020), Xavier Magnon (2019-2020), Sophie de Cacqueray (2012-2013), Priscilla Jensel-Monge (2016-2017) et Georges Schmitter (2013-2015, 2016-2017)
- *Organisation politique de l'État* : IEP d'Aix-en-Provence, 1^e année, sous la direction d'André Roux (2017-2018)
- *Contentieux constitutionnel* : Aix-Marseille Université, Licence 3 droit, sous la direction de Jean-François Kerléo (2019-2020)
- *Droit constitutionnel et européen des libertés fondamentales* : Aix-Marseille Université, Licence 3 droit et Master 1 droit public, sous la direction de Thierry S. Renoux (2012-2015, 2016-2017)
- *Droit administratif général* : Aix-Marseille Université, Licence 2 droit, sous la direction de Jean-Claude Ricci (2013-2015) et Mathieu Maisonneuve (2019-2020)
- *Planification et autorisations d'urbanisme* : Aix-Marseille Université, Master 1 droit public, sous la direction de Jérôme Trémeau (2013-2014, 2016-2017)

PRODUCTION SCIENTIFIQUE

I. Publications

Ouvrage

1. *Les rapports entre cours suprêmes et législateurs dans les systèmes constitutionnels de common law – Recherches comparées sur la troisième voie du constitutionnalisme et la protection renouvelée des droits et libertés (États-Unis, Canada, Royaume-Uni)*, LGDJ, collection « Bibliothèque de droit constitutionnel et de science politique », tome 150, 2019, 570 p. (ISBN : 978-2-275-06443-7).

Directions de publication

1. *Les commissions d'enquête parlementaire*, avec Priscilla Jensel-Monge, PUAM, 2025, à paraître.
2. « Études – Perspectives postcoloniales et décoloniales : peut-on décentrer les études constitutionnelles », *Annuaire international de justice constitutionnelle 2023*, vol. XXXIX, Économica-PUAM, 2024, à paraître.
3. *Existe-t-il une théorie de la gouvernance ? Approche interdisciplinaire*, avec Patricia Benezech-Sarron et Laura Pignatell, PUAM, 2024, à paraître.
4. « Dossier : La régulation de l'intelligence artificielle – Enjeux et perspectives », avec Raphaël Déchaux, *Confluence des droits_La revue*, hiver 2023/2024, à paraître.
5. *Les droits fondamentaux : quels enjeux pour le Parlement ?*, avec Priscilla Jensel-Monge, Mare et Martin, collection « Droit et science politique », 2023, 420 p. (ISBN : 978-2-8493-4795-9).
6. « Dossier : interpréter les droits et libertés », avec Julien Padovani, *Revue française de droit constitutionnel*, 2023/1, n° 133.

Articles de revue et chapitres d'ouvrage collectif

1. « La comparaison juridique », in Alexandre Ferracci, Mathilde Heitzmann-Patin, Julien Padovani et Florian Poulet (dir.), *Traité d'études juridiques*, à paraître.
2. « Relectures postcoloniales et décoloniales du constitutionnalisme : l'exemple des études états-uniennes », in *Annuaire international de justice constitutionnelle 2023*, vol. XXXIX, Économica-PUAM, 2024, à paraître.
3. « Prendre au sérieux la révocation populaire des élus locaux », in Chloë Geynet-Dussauze et François Benchendikh, *Le droit constitutionnel local : bilan et perspective*, IFJD Louis Joinet, 2024, 11 p., à paraître.
4. « Guerre et Constitution – Rapport États-Unis », in *Annuaire international de justice constitutionnelle 2023*, vol. XXXIX, Économica-PUAM, 2024, 11 p., à paraître.
5. « La protection constitutionnelle de la liberté économique aux États-Unis », *Les libertés économiques face aux défis du XXI^e siècle*, Les transversales, 2024, 15 p., à paraître.
6. « Le Conseil constitutionnel et les trois dimensions de la souveraineté numérique », in Pierre Bourdon, Mathilde Heitzmann-Patin et Florian Poulet (dir.), *La protection de la souveraineté par les juges*, 2024, 10 p., à paraître.
7. « Les droits et libertés numériques dans les Constitutions : de quelques réflexions méthodologiques issues de la Table ronde internationale de justice constitutionnelle 2021 » in Pauline Türk (dir.), *Les droits et libertés numériques : nouvelle génération de droits fondamentaux ?*, LGDJ, collection « Droit et société », 2024, 6 p., à paraître.
8. « Les faits du contentieux constitutionnel américain : une question de pouvoir pour les juges » in Laurence Gay et Caterina Severino (dir.), *Faits et preuves dans le contentieux constitutionnel*, Larcier-Bruylant, collection « À la croisée des droits », 2024, p. 33-56 (EAN : 9782802773559).
9. « *Responsibility, Accountability and Legitimacy of Executives: What Role for the People?* » in Marcel Morabito et Guillaume Tusseau (dir.), *Regional Accountability and Executive Power in Europe*, Routledge, t. 2, 2024, p. 188-198 (ISBN : 978-1-0032-8155-9).
10. « *Backbenchers et frontbenchers* », « *Whip* » et « Comparaison et Parlement » in Damien Connil, Priscilla Jensel-Monge et Audrey de Montis (dir.), *Dictionnaire encyclopédique de droit parlementaire*, Larcier-Bruylant, collection « Études de droit parlementaire », 2023, p. 132-134 ; 236-239 ; 1174-1176 (EAN : 978-2-8027-7294-1).

11. « Constitution, histoire et mémoire – Rapport États-Unis », in *Annuaire international de justice constitutionnelle 2022*, vol. XXXVIII, Economica-PUAM, 2023, p. 381-399 (EAN : 978-2-7178-7274-3).
12. « Les enjeux constitutionnels de l'État administratif américain » in *Mélanges Jean-Claude Ricci*, Dalloz, 2023, p. 11-25 (ISBN : 978-2-2472-0825-8).
13. « Rapport de synthèse – Le contrôle de la démocratie exécutive », in Jean-Philippe Derossier (dir.), *Les Cahiers du ForInCIP*, LexisNexis, 7^e édition, 2023, p. 23-33 (ISBN : 978-2-7110-3805-3).
14. « L'antiparlementarisme, un mal français ? L'apport de l'expérience américaine pour comprendre l'antiparlementarisme » in Priscilla Jensel-Monge et Ariane Vidal-Naquet (dir.), *L'antiparlementarisme*, Mare et Martin, collection « Droit et science politique », 2023, p. 103-116 (ISBN : 978-2-8027-7337-5).
15. « Analyser la démocratie illibérale grâce au concept de constitutionnalisme », in Vanessa Barbé, Charles-Édouard Sénac et Bertrand-Léo Combrade (dir.), *La démocratie illibérale en droit constitutionnel*, Larcier-Bruylant, collection « À la croisée des droits », 2023, p. 59-70 (ISBN : 978-2-8027-7147-0).
16. « Constitution, libertés et numérique – Rapport France » in *Annuaire international de justice constitutionnelle 2021*, vol. XXXVII, Economica-PUAM, 2022, p. 311-330 (ISBN : 978-2-7178-7251-4).
17. « La présidence Trump et la Cour suprême : les nominations judiciaires comme causes et conséquences des (dés)équilibres politiques américains ? », *Confluence des droits_La revue*, 2022, n° 2, 16 p.
18. « Le *recall* aux États-Unis : le rappel du peuple ? » in Charles-Édouard Sénac (dir.), *La révocation populaire des élus*, Mare et Martin, collection « Droit public », 2021, p. 169-187 (ISBN : 978-2-84934-620-4).
19. « Les questions écrites au gouvernement : quelle réalité aux États-Unis ? », *Civitas Europa*, 2021, n° 46, p. 83-99.
20. « La protection des données personnelles et le Conseil constitutionnel : une protection constitutionnelle de la vie privée informationnelle en contexte numérique » in Mustapha Afroukh et Julien Bonnet (dir.), *Le Conseil constitutionnel et la Cour européenne des droits de l'homme : vers un nouvel équilibre ?*, Anthémis, collection « Droit & Justice », 2021, p. 145-162 (ISBN : 978-2-8072-0787-5).
21. « Le lobbying aux États-Unis : entre démocratisation et privatisation du pouvoir » in Jean-François Kerléo (dir.), *Le lobbying – influence, contrôle et légitimité des représentants d'intérêts*, LGDJ, 2020, p. 359-377 (ISBN : 978-2-275-07672-0).
22. « La protection constitutionnelle des données personnelles : les limites de l'office du Conseil constitutionnel face à la révolution numérique », *Revue française de droit constitutionnel*, 2019/2, n° 118, p. 261-284.
23. « La politique budgétaire britannique antérieure et postérieure à la crise économique : dimensions normative et institutionnelle » avec Mathias Revon in Éric Oliva (dir.), *Le Parlement et les finances publiques*, Institut francophone pour la justice et la démocratie, LGDJ, 2020, p. 161-182 (ISBN : 978-2-37032-256-2).
24. « La régularisation des actes administratifs », *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger*, 2019, n° 1, p. 3-40.

25. « Fondement constitutionnel du droit de la propriété », *JurisClasseur Civil Code, Article 544, Fascicule 20 : Propriété*, LexisNexis, juillet 2018, mise à jour avec Jérôme Trémeau, 73 p.
26. « L'utilisation politique de la référence au Conseil constitutionnel dans le cadre de la procédure législative », *Politeia*, 2014, n° 26, p. 288-334.
27. « Le caractère concret du contrôle de constitutionnalité aux États-Unis », *Annuaire international de justice constitutionnelle 2013*, vol. XXIX, Economica-PUAM, 2014, p. 49-53 (ISBN : 978-2-7178-6737-4).
28. « Le mode de désignation des juges de la Cour suprême du Royaume-Uni : symbole du rapprochement du système britannique avec le modèle constitutionnel de *Common Law* ? » in Olivier Lecucq (dir.), *La composition des juridictions : Perspectives de droit comparé*, Larcier-Bruylant, collection « À la croisée des droits », 2014, p. 197-208 (ISBN : 978-2-8027-4547-1).

Chroniques

1. « Chronique constitutionnelle. France » avec Chloë Geynet-Dussauze et Julien Padovani, *Annuaire international de justice constitutionnelle* Economica-PUAM, depuis 2021, n° XXXVI, XXXVII ; XXXVIII ; XXXIX.

Notes et commentaires

1. « Note sous Conseil constitutionnel, 11 mai 2020, 2020-800 DC, *Loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions – État d'urgence sanitaire : traiter l'exception avec les outils de la normalité ?* » avec Xavier Magnon, Thierry S. Renoux et Ariane Vidal-Naquet, *Revue française de droit constitutionnel*, 2020/4, n° 124, p. 905-935.
2. « Note sous Conseil constitutionnel, 3 avril 2020, 2020-834 QPC, *Union nationale des étudiants de France [Communicabilité et publicité des algorithmes mis en œuvre par les établissements d'enseignement supérieur pour l'examen des demandes d'inscription en premier cycle] – Le numérique comme révélateur des droits et libertés constitutionnellement garantis : vers un droit constitutionnel à la redevabilité ?* », *Le blog Droit administratif*, 22 avril 2020, 40 000 signes.
3. « Note sous Conseil constitutionnel, 27 décembre 2019, 2019-796 DC, *Loi de finances pour 2020, article 154 (traitement automatisé des contenus accessibles publiquement sur les sites internet) – Libres propos sur l'office du Conseil constitutionnel à l'heure numérique* », *Revue française de droit constitutionnel*, 2020/2, n° 122, p. 459-466.
4. « Note sous Conseil constitutionnel, 14 juin 2019, 2019-789 QPC, *Mme Hanen S. [Droit de communication des organismes de sécurité sociale] – Surveiller pour punir devant le Conseil constitutionnel* », *Revue française de droit constitutionnel*, 2020/1, n° 121, p. 241-250.
5. « La thèse de doctorat et le droit comparé – Réflexions à partir de la thèse *Les rapports entre cours suprêmes et législateurs dans les systèmes constitutionnels de common law* », *Revue générale du droit*, novembre 2019, 37 000 signes.
6. « Note de lecture sur *The UK Constitution after Miller : Brexit and Beyond* par M. Elliott, J. Williams et A. Young », *Revue française de droit constitutionnel*, 2019/3, n° 119, p. e57-e62.
7. « Note sous Conseil constitutionnel, 2 février 2018, 2017-687 QPC, *Association Wikimedia France et autres – Voir et avoir devant le Conseil constitutionnel* », *Revue française de droit constitutionnel*, 2018/3, n° 115, p. 634-644.
8. « Note de lecture sur *The Constitution of Freedom : An Introduction to Legal Constitutionalism* par A. Sajó et R. Ruiz », *Revue française de droit constitutionnel*, 2018/3, n° 115, p. 718.
9. « Les apports du décret du 14 février 2013 en matière de transparence et de participation dans les procédures d'élaboration et de révision des documents locaux d'urbanisme », *Bulletin de jurisprudence de droit de l'urbanisme*, 2013, n° 6, p. 419-423.

10. « Note sous Conseil constitutionnel, 30 novembre 2012, 2012-285 QPC, *M. Christian S.* – La censure du droit alsacien-mosellan de l’artisanat : l’occasion de réaffirmer la place de la langue française comme valeur fondamentale de la République », *Revue française de droit constitutionnel*, 2013/2, n° 94, p. 445- 451.

Autres publications

1. « Le difficile remplacement de Kevin McCarthy par Mike Johnson au poste de *Speaker* de la Chambre des représentants américaine », *Journal de la Chaire Eugène Pierre*, mars 2024, 1 p.
2. « Tout savoir sur l’ouverture d’une *impeachment inquiry* contre Joe Biden », *Le club des juristes*, 22 septembre 2023.
3. « La réforme de la justice en Israël : régression ou revitalisation démocratique ? », *Le club des juristes*, 7 avril 2023.
4. « La difficile élection de Kevin McCarthy au poste de *Speaker* de la Chambre des représentants, un révélateur de la situation politique de l’Amérique contemporaine », *Journal de la Chaire Eugène Pierre*, mars 2023, n° 5, 1 p.
5. « Repenser la fonction de représentation en revalorisant le rôle du parlementaire », avec Chloë Geynet-Dussauze in Matthieu Caron, Benjamin Morel et Nicolas Dufrêne (dir.), *Reveiller la démocratie*, Éditions de l’Atelier, 2022, p. 52-55.
6. « L’éditorial des Cahiers », *Cahiers Portalis. Revue française d’études et de débats juridiques*, 2022, n° 9, p. 9-13.
7. « L’application Stopcovid : quels enjeux juridiques ? », *Confluence des droits_La Revue*, 6 octobre 2020, vidéo de 6 minutes réalisée en mai 2020.

II. Communications

1. « *The systemic problems of the legislative process in France and their review by the Constitutional Council* », ICON-S Madrid, 8-10 juillet 2024.
2. « Le déséquilibre originel : libertés économiques versus législations sociales aux USA », Colloque Les transversales de Lyon 2, *Les libertés économiques face aux défis du XXI^e siècle*, organisé par Transversales - Unité de recherche en droit, Université de Lyon 2, 30 novembre 2023.
3. « La révocation populaire des élus locaux », Colloque *2003-2023 : Bilan et perspective du droit constitutionnel local*, organisé par le Ceraps et le CRDP-ERDP, Sciences Po Lille, 16 et 17 novembre 2023.
4. Participation à la table ronde « Presidentialism(s) : Rewriting article 13 », Colloque « *Reverse* » *Constituent Assembly*, organisé par l’ISPJS, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 3 et 4 octobre 2023.
5. « Rapport États-Unis », 39^e Table ronde internationale *Guerre et Constitution*, organisée par l’ILF-GERJC, Aix-Marseille Université, Aix-en-Provence, 15-16 septembre 2023.
6. Participation à la table ronde « La protection de la souveraineté dans le domaine numérique », Colloque *La protection de la souveraineté par les juges. Approche comparée contentieux administratif / contentieux constitutionnel* organisé par le CRLD, Université Paris-Saclay, Themis UM, Le Mans Université et le LEJEP, Université de Cergy-Pontoise, Paris, Conseil constitutionnel, 19 octobre 2022.
7. « *War Rhetoric and the Securitization of Politics* », Summer School CIVIS *Governing in Times of Crisis*, organisé par l’UMR 7318, DICE, Aix-Marseille Université, Aix-en-Provence, 4-8 juillet 2022.

8. Participation à la table ronde « La e-démocratie à l'ère des pandémies », École d'été e-DELIB, organisé par l'Université Roma Tre, 15-17 juin 2022.
9. « La distinction entre faits juridictionnels et faits législatifs : l'origine américaine », Colloque *Faits et preuves dans le contrôle de constitutionnalité de la loi*, organisé par l'UMR 7318, DICE, Aix-Marseille Université, Aix-en-Provence, 31 mars-1^{er} avril 2022.
10. « Rapport de synthèse – Le contrôle de la démocratie exécutive », 7^e Forum International sur la Constitution et les institutions politiques, *La démocratie exécutive*, organisé par le CRDP, Université de Lille, 17-19 mars 2022.
11. « *Presentation of the French Situation* », Journée de travail dans le cadre du programme de recherche JUDICON-EU, porté par le Centre for Social Sciences, National University of Public Service, Budapest, 19 novembre 2021.
12. « Le dialogisme politico-juridictionnel : l'exemple du contrôle juridictionnel de la loi par rapport aux droits fondamentaux aux États-Unis, au Canada et au Royaume-Uni », Colloque *Dialogisme et fonction juridictionnelle*, organisé par l'IRENEE, Université de Lorraine, Nancy, 21-22 octobre 2021.
13. « Les droits et libertés numériques dans les Constitutions : quelques enseignements de la Table ronde internationale de justice constitutionnelle 2021 », Colloque *Les droits et libertés numériques : nouvelle génération de droits fondamentaux ?*, organisé par le CERDACFF, Université Côte d'Azur, Nice, 7-8 octobre 2021.
14. « Rapport français », 37^e Table ronde internationale *Constitution, libertés et numérique*, organisée par l'ILF-GERJC, Aix-Marseille Université, Aix-en-Provence, 10-11 septembre 2021.
15. « La protection constitutionnelle des données personnelles : quelles spécificités en France ? », Colloque virtuel *Le droit à l'ère du numérique*, organisé par l'Institut Sorbonne-Kazakhstan, 18 juin 2021.
16. « Démocratie illibérale et formes de constitutionnalisme : quelles interactions ? », Journées d'étude virtuelles *La démocratie illibérale en droit constitutionnel : concept et état des lieux*, organisées par le CRISS, Université Polytechnique Hauts-de-France et le CERCCLÉ, Université de Bordeaux, 7-8 avril 2021.
17. « Les relations entre juges constitutionnels et autorités politiques en Europe. Perspective comparée », Global Summit *The International Forum on the Future of Constitutionalism*, organisé par l'Université du Texas, Austin, 12-16 janvier 2021.
18. « *Democratic Challenges of Global Governance* », International Conference on Social Science (ULICoSS) *The Future of Global Governance*, organisée par l'Université de Lampung, Indonésie, 11-12 novembre 2020.
19. « La protection des données personnelles par le Conseil constitutionnel », Colloque *Le Conseil constitutionnel et la Cour européenne des droits de l'homme : vers un nouvel équilibre ?*, organisé par l'IDEDH et le CERCOP, Université de Montpellier, 7 février 2020.
20. « Le contrôle institutionnel des gouvernants en droit comparé », VIII^e Journée de la Jeune recherche constitutionnelle, *Contrôler les gouvernants en France : où en est-on ?*, organisée par la Commission de la jeune recherche en droit constitutionnel, Montpellier, 14 novembre 2019.
21. « La procédure législative et le contrôle juridictionnel de la loi : l'exemple britannique », Journée d'étude *Parlement et QPC : Recherches pluridisciplinaires sur de nouvelles interactions institutionnelles* (Programme « QPC 2020 » du Conseil constitutionnel), organisée par l'ILF-GERJC, Aix-Marseille Université, Aix-en-Provence, 4 octobre 2019.

22. « La thèse et le droit comparé – L'équilibre des pouvoirs législatif et juridictionnel à l'épreuve des systèmes de protection des droits et libertés », Colloque *L'actualité des thèses en droit public comparé*, organisé par le laboratoire Forces du droit, Université de Paris 8, Paris, 12 avril 2019.
23. « L'influence du Conseil constitutionnel dans la procédure législative », IX^e Congrès français de droit constitutionnel, Lyon, 26, 27 et 28 juin 2014.
24. « Le mode de désignation des juges de la Cour suprême du Royaume-Uni : symbole du rapprochement du système britannique avec le modèle constitutionnel de *Common Law* ? » Journée d'étude *La composition des juridictions*, organisée par l'UMR 7318, DICE, Pau, 7 juin 2013.

III. Direction de manifestations scientifiques

1. *Justice et politique : quelles interactions ?*, avec Caterina Severino et Eve Truilhé, Journée de l'UMR DICE, Aix-Marseille Université, Aix-en Provence, 17 et 18 octobre 2024.
2. *Existe-t-il une théorie de la gouvernance ? Approche interdisciplinaire*, avec Laura Pignatell et Patricia Benezech-Sarron, organisé par la FDSP, Aix-Marseille Université, Aix-en Provence, 13 et 14 décembre 2023.
3. *La régulation internationale de l'intelligence artificielle – Enjeux et perspectives*, avec Raphaël Déchaux, organisé par l'IRENEE, Université de Lorraine et l'ILF-GERJC, Aix-Marseille Université, Metz, 25 novembre 2022.
4. *La responsabilité de l'exécutif – Approches croisées*, avec Xavier Magnon et Marcel Morabito, organisé par l'ILF-GERJC, Aix-Marseille Université et l'École de droit de SciencesPo, Aix-en-Provence, 7 octobre 2022.
5. *Les droits fondamentaux : quels enjeux pour le Parlement ?*, avec Priscilla Jensel-Monge, organisé par l'ILF-GERJC, Aix-Marseille Université, Aix-en Provence, 23 et 24 juin 2022.
6. *Interpréter les droits et libertés : quel pouvoir pour le juge constitutionnel dans l'État de droit contemporain ?*, avec Julien Padovani, organisé par l'IRENEE, Université de Lorraine, le CERCCLÉ, Université de Bordeaux et l'ILF-GERJC, Aix-Marseille Université, Metz, 25 novembre 2021.
7. *Constitution, libertés et numérique – Table ronde internationale de justice constitutionnelle 2021*, avec Priscilla Jensel-Monge et Xavier Magnon, organisé par l'ILF-GERJC, Aix-Marseille Université, Aix-en-Provence, 10 et 11 septembre 2021.

IV. Participation à des projets collectifs

1. Projet international *CONVERSE : Constitutionnalisme inversé, une réécriture de la Constitution française de 1958 par des constitutionnalistes étrangers*, sous la direction de Marie Gren (ISJP, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne), 2023.
2. Projet *GRECI : Groupe de réflexion sur l'évolution de la Constitution et des institutions*, sous la direction de Jean-Philippe Derosier (CRDP, Université de Lille), 2023.
3. Projet International Research Network *e-Delib – Démocratie et libertés à l'ère numérique : vers la e-démocratie de droit*, sous la direction de Jean-Philippe Derosier (CRDP, Université de Lille) et d'Ariane Vidal-Naquet (ILF-GERJC, Aix-Marseille Université), 2021-2025.
4. Projet Université européenne *CIVIS RESIST : Political Institutions during Crises – From Resistance to Resilience (Student Week Governing in Times of Crisis)*, 4-8 juillet 2022, Aix-en-Provence), sous la direction de Priscilla Jensel-Monge et d'Ariane Vidal-Naquet (ILF-GERJC, Aix-Marseille Université), 2021-2023.
5. Projet européen *REGALIEN – Responsibility of Governments, Accountability and Legitimacy in European Nations*, sous la direction de Marcel Morabito (ILF-GERJC, Aix-Marseille Université) et Guillaume Tusseau (École de droit de Science Po Paris), 2021-2023.

6. Projet international *JUDICON-EU – Judicial Constraints on Legislatures in Europe 1990-2020* sous la direction de Kalman Pocza (Centre for Social Sciences, National University of Public Service, Budapest), 2020-2023.
7. Projet QPC 2020 *Parlement et QPC : Recherches pluridisciplinaires sur de nouvelles interactions institutionnelles*, sous la direction de Sophie Hutier et Sophie de Cacqueray (ILF-GERJC, Aix-Marseille Université), 2018-2020.
8. Projet ANR FCBB *Du paquet fiscal à la Constitution : élaboration d'un statut normatif de la règle d'équilibre budgétaire*, sous la direction d'Éric Oliva (ILF-GERJC, Aix-Marseille Université) en partenariat avec l'Université de Bucarest, 2014-2015.